



ARRETE N° 27/2024
TPSM – EXTENSION DU RESEAU BT
19, route d'Argentières

Le Maire de la Commune de Chaumes-en-Brie,

(Pour rappel, toute demande d'arrêté devra être effectuée sous un délai de 15 jours avant date d'intervention)

Vu le code de la route et notamment les articles R.411-8 et 411-25,

Vu les articles L. 2213-1 à l'alinéa 2 de l'article L. 2213-4, du code général des collectivités territoriales, relatifs à la police de la circulation et du stationnement,

Vu l'article L.511-1 du code de la sécurité intérieure,

Vu l'arrêté de voirie n°09-2024 en date du 14 février 2024 autorisant des travaux sur le domaine public,

Vu la demande du 14 février 2024 de la société TPSM, sise 70, avenue Blaise Pascal – 77554 MOISSY CRAMAYEL Cedex, qui sollicite un arrêté de circulation pour des travaux d'extension du réseau BT sur le domaine public au 19, route d'Argentières, du lundi 26 février au jeudi 25 avril 2024, de 08h00 à 19h00,

Considérant que pour permettre le bon déroulement des travaux et pour l'intérêt général, il y a lieu de réglementer la circulation et le stationnement ;

ARRÊTE

ARTICLE 1 : - La société TPSM est autorisée à procéder aux travaux d'extension du réseau BT sur le domaine public au 19, route d'Argentières, du lundi 26 février au jeudi 25 avril 2024, de 08h00 à 19h00.

ARTICLE 2 : - Le stationnement sera interdit et la circulation sera alternée par feu tricolores pendant la durée des travaux, si nécessaire.

ARTICLE 3 : - La société TPSM sera responsable des éventuelles reprises de voiries dues à ses travaux pendant une année à compter de son intervention.

ARTICLE 4 : - L'accès des riverains à leurs propriétés sera maintenu.

ARTICLE 5 : - En cas de défaillance dans l'organisation de la circulation et de la mise en place en sécurité du chantier, cette dernière entraînera la suppression de la présente autorisation.

ARTICLE 6 : - La fourniture, la mise en place de la signalisation seront assurées par la société TPSM.

ARTICLE 7 : - La sécurité des usagers reste sous l'entière responsabilité de la société TPSM.

ARTICLE 8 : - La Gendarmerie et l'ASVP seront chargés de l'exécution du présent arrêté.

ARTICLE 9 : - La non-observation des dispositions du présent arrêté expose les contrevenants à des poursuites judiciaires.

ARTICLE 10 : - Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Melun dans un délai de **deux mois** à partir de son affichage.

ARTICLE 11 : - Ampliation du présent arrêté sera transmis à :

- Monsieur le Commandant de la Brigade de Gendarmerie de Chaumes-en-Brie
- Monsieur le Directeur des Services Techniques
- L'Agent de Surveillance de la Voie Publique de Chaumes-en-Brie
- Société TPSM

Date d'affichage : 28/02/24
Date de notification : 28/02/24
Date de désaffichage :

Pour le Maire et par délégation
La Directrice des services
Fait à Chaumes-en-Brie, le 27 février 2024

